

La lecture publique au Québec de 1850 à 1900 : vers la démocratisation du livre

Public Reading in Québec From 1850 to 1900: Towards a Democratisation of the Book

La lectura pública en Quebec de 1850 hasta 1900: hacia la democratización del libro

Louis-Georges Harvey

Volume 41, numéro 3, juillet–septembre 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1033232ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1033232ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED)

ISSN

0315-2340 (imprimé)

2291-8949 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Harvey, L.-G. (1995). La lecture publique au Québec de 1850 à 1900 : vers la démocratisation du livre. *Documentation et bibliothèques*, 41(3), 143–146.
<https://doi.org/10.7202/1033232ar>

Résumé de l'article

La période entre 1850 et 1900 fut déterminante dans l'évolution de la lecture publique au Québec. Montréal a eu sa première bibliothèque francophone, publique et laïque dès 1844 et celle-ci devint un succès auprès du public au cours des années 1870. Certaines associations littéraires ont répété l'expérience à une échelle plus restreinte ailleurs au Québec. La création des associations littéraires laïques, provoqua la formation d'institutions semblables parrainées par les communautés religieuses. La lecture publique y était sans doute limitée aux livres jugés sains au plan moral, mais la diffusion du livre, sa démocratisation au sens de son rayonnement social, fut considérable.

La lecture publique au Québec de 1850 à 1900: vers la démocratisation du livre

Louis-Georges Harvey
Département d'histoire
Université Bishop

La période entre 1850 et 1900 fut déterminante dans l'évolution de la lecture publique au Québec. Montréal a eu sa première bibliothèque francophone, publique et laïque dès 1844 et celle-ci devint un succès auprès du public au cours des années 1870. Certaines associations littéraires ont répété l'expérience à une échelle plus restreinte ailleurs au Québec. La création des associations littéraires laïques, provoqua la formation d'institutions semblables parrainées par les communautés religieuses. La lecture publique y était sans doute limitée aux livres jugés sains au plan moral, mais la diffusion du livre, sa démocratisation au sens de son rayonnement social, fut considérable.

Public Reading in Québec From 1850 to 1900: Towards a Democratisation of the Book

The period from 1850 to 1900 was crucial to the development of public reading. The first secular, francophone, public library in Montréal was founded in 1844 and enjoyed considerable success by the 1870s. Literary associations attempted such experiences on a smaller scale elsewhere in Québec. The creation of secular literary associations encouraged religious communities to create their own associations. At that time, public reading was almost certainly limited to books deemed to be above moral objection and the dissemination of the book to a wider public was considerable.

La lectura pública en Quebec de 1850 hasta 1900: hacia la democratización del libro

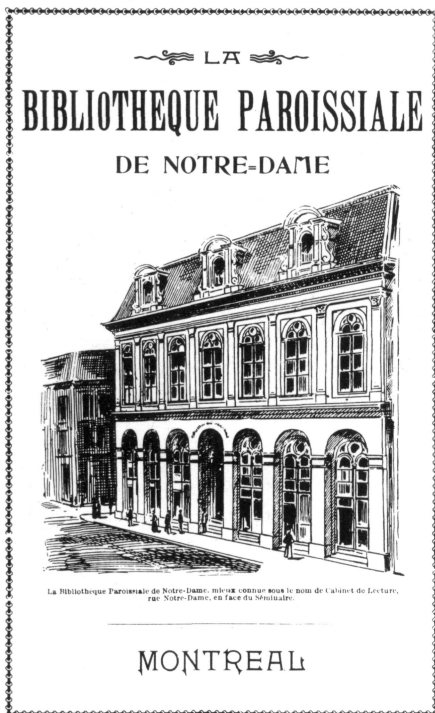
El período entre 1850 y 1900 fue determinante en la evolución de la lectura pública en Quebec. Montreal obtuvo su primera biblioteca francófona, pública y laica en 1844 y esta fue un suceso ante el público en el curso del año 1870. Ciertas asociaciones literarias han repetido la experiencia a un nivel más limitado en otras partes de la provincia de Quebec. La creación de asociaciones literarias laicas provoca la formación de instituciones semejantes apadrinadas por las comunidades religiosas. La lectura pública era sin duda limitada a los libros juzgados sanos en el plano moral, pero la difusión del libro, su democratización en el sentido de su proyección social, fue considerable.

Pendant la première moitié du XIX^e siècle la lecture publique au Québec en était à ses premiers pas. Au début du XX^e siècle le réseau de bibliothèques publiques restait encore à faire. Est-ce dire que la période entre 1850 et 1900 fut marquée par l'inactivité? Au contraire cet intervalle fut déterminant dans l'évolution culturelle du Québec. Nous sommes à l'époque de la renaissance littéraire des décennies 1850 et 1860, à l'heure des grands affrontements idéologiques entre libéraux et ultramontains. L'industrialisation et les débuts de l'urbanisation transformaient la société, créant ainsi de nouveaux espaces culturels. Montréal franchissait le cap des 100 000 habitants vers 1870, et sa population devenait majoritairement francophone. La lecture publique, jusque là réservée à une petite élite, devenait dans

ce monde urbain l'affaire des commis, des artisans et même des ouvriers. Le rôle social et culturel du livre se transformait devant ces nouvelles réalités (Lamonde 1991, 49-70).

La création de deux bibliothèques francophones à Montréal en 1844 marquait le début d'une ère nouvelle de la lecture publique au Québec. L'Œuvre des bons livres et l'Institut canadien de Montréal cherchaient, par leurs bibliothèques, à encourager la diffusion du livre auprès de la population. L'Œuvre, fondée par les sulpiciens, se consacrait à répandre les bons livres «pour faciliter et étendre l'instruction religieuse» (Lajeunesse 1982, 36). L'Institut se donnait aussi la mission de favoriser l'instruction mutuelle. Le projet de ses fondateurs avait cependant une

allure bien plus séculière. Ils voulaient faire de l'Institut «un point de ralliement... où chaque jeune homme entrant dans le monde pourrait venir s'inspirer d'un pur patriotisme, s'instruire en profitant des avantages d'une bibliothèque commune...» (Dorion 1986, 139-160). Pendant quelques années les deux bibliothèques jouirent du support assez général des élites montréalaises. À partir de 1848, elles seront rivales, chacune associée à une formation politique et à ses positions idéologiques. L'Institut devint le foyer du mouvement libéral, lié intimement au parti Rouge et à son idéologie démocrate et anti-cléricale. L'Œuvre des bons livres redoubla son effort de prosélytisme devant l'offensive libérale. En 1857, l'Œuvre se transformait en Cabinet de lecture paroissial. On y associa un salon littéraire



Source: *La bibliothèque Saint-Sulpice, 1910-1931*, par Jean-René Lassonde (Montréal, BNQ, 1986, p. 33).

et un journal, *l'Écho du cabinet de lecture*. L'association des sulpiciens se trouvait maintenant au centre du projet culturel ultramontain (Sylvain 1968).

L'éclat des querelles idéologiques et politiques ne doit pas masquer l'importance de ces bibliothèques dans l'évolution de la lecture publique au Québec. En effet, l'Institut et l'Œuvre des bons livres ont servi de modèles. Selon l'inventaire d'Yvan Lamonde, 130 associations littéraires sont fondées à travers la province entre 1844 et 1900 (Lamonde 1975, 277-280). À la même époque, l'Église mettait sur pied le réseau des bibliothèques paroissiales. Après les premiers pas du début du siècle, on assistait à une véritable course vers la démocratisation de la lecture publique. Or, ce phénomène n'était pas unique au Québec. Par leur vocation pédagogique, ces bibliothèques étaient semblables à celles

fondées à la même époque en France, en Angleterre et aux États-Unis. Les *social libraries* américaines et les cabinets de lecture français étaient des créations bourgeoises destinées à l'instruction des classes populaires. En fondant ces institutions les élites tentaient d'aménager l'espace culturel urbain et ainsi d'encadrer une nouvelle génération de lecteurs (Lamonde 1975; Harvey 1989).

Le rôle social des bibliothèques de collectivités à la mi-siècle prend tout son sens dans la perspective de l'évolution du livre et de la lecture. Car il y a eu une véritable révolution de l'imprimé dans les sociétés occidentales. Au cours de la première moitié du siècle les coûts de production du livre diminuaient au moment même de la croissance des taux d'alphabétisation. Dans sa forme et dans son contenu le livre devenait un bien de consommation. Le lecteur dévot du XVIII^e siècle, celui qui lisait et relisait un petit nombre de titres importants (la Bible ou les classiques de l'histoire ancienne), cédait la place au lecteur moderne qui dévorait les romans et les récits de voyage. Devant une croissance importante de la demande, l'édition et les activités reliées à la distribution du livre étaient en pleine expansion (Darnton 1983, 3-26). L'industrie du livre créait de nouveaux réseaux voués à la diffusion de l'imprimé. Avec la fondation des deux petites bibliothèques francophones de Montréal un nouveau maillon s'ajoutait donc à un réseau de communication déjà fort complexe. À cet égard, il n'est guère surprenant d'apprendre que les Montréalais impliqués dans la fondation de l'Institut et de l'Œuvre des bons livres approvisionnaient leurs bibliothèques par l'entremise d'agents français (Lajeunesse 1982, 46; Harvey 1982, 40-50).

Le XX^e siècle a son «autoroute électronique», le XIX^e a eu sa «voie ferrée» de l'imprimé. Le voyageur culturel peut aujourd'hui emprunter la première en branchant son terminal ou en syntonisant son téléviseur. Son ancêtre pouvait s'aventurer sur la deuxième en achetant un journal ou en empruntant un livre à sa bibliothèque. Or, le contrôle des réseaux de communication était une question aussi importante au siècle dernier qu'elle l'est de nos jours. En ce sens, la lutte entre l'Égli-

se et les directeurs laïques des associations littéraires se résume essentiellement à savoir qui contrôlera la diffusion du livre. Les messieurs de l'Institut voulaient une démocratisation complète du livre et ils rejetaient toute tentative de censurer leur collection. Mgr Bourget, évêque de Montréal, ne pouvait pas accepter les conséquences morales d'une telle politique de l'offre.

De 1850 à 1880 les deux partis se livrèrent une lutte sans merci par l'entremise de leur journaux, puis ils s'affrontèrent devant les tribunaux. On en connaît les résultats: le mouvement libéral fut écrasé; l'Institut, épuisé par le conflit judiciaire, dut vendre sa bibliothèque afin de payer sa dette. Cependant, cette bibliothèque a joué un rôle important avant de disparaître. De 1865 à 1880, elle prêta plus de 40 000 volumes à 1 700 clients. Face aux condamnations cléricales les directeurs de l'association avaient décidé en 1872 de rendre leur bibliothèque plus accessible. La bibliothèque devint



L'Institut logeait dans l'édifice le plus élevé.

Source: *Fonds Massicotte* (Bibliothèque nationale du Québec)

alors vraiment publique, offrant gratuitement l'accès à sa collection. Cette nouvelle politique modifia considérablement le profil collectif des emprunteurs. Dominé par les professionnels jusqu'à la fin des années 1860, la clientèle de la bibliothèque se composa surtout de commis et d'artisans à partir de 1872¹. La bibliothèque de l'Institut était en voie de réaliser le rêve de ses fondateurs, celui de démocratiser le livre, alors qu'elle fermait ses portes en 1880.

La popularité de cette bibliothèque interdite aux fidèles s'explique en partie par sa politique de l'offre. Il était difficile au lecteur montréalais de se procurer les romans populaires français de l'époque. L'œuvre romanesque d'Alexandre Dumas et celle d'Eugène Sue, de même que certains romans de Victor Hugo, avaient été mis à l'Index au cours de la décennie 1860. Mgr Bourget tenait à faire respecter ces interdictions, il intensifia donc sa campagne contre les mauvais livres. Les bibliothèques devaient épurer leurs collections. Les libraires aux moeurs douteuses s'exposaient à des représailles de la part de leur importante clientèle cléricale (Roy 1974, 104-105). Les lecteurs, à l'exemple du malheureux Guibord, risquaient l'excommunication. Pourtant, bon nombre d'entre eux fréquentaient la plus terrible des bibliothèques impies afin de se procurer ces mêmes romans populaires français. En effet, de 1865 à 1880, près de 80% des livres empruntés à la bibliothèque de l'Institut étaient des romans. Au cours de ces mêmes années le prêt des ouvrages à l'Index se chiffrait entre 35 et 50% du total. Or, Dumas et Sue, tous deux condamnés, étaient les auteurs les plus en demande à la bibliothèque de l'Institut. Les seules œuvres de Dumas représentaient 16% de l'ensemble du prêt pendant une même période.

Au cours de ses dix dernières années, la bibliothèque de l'Institut offrait tous les services d'une bibliothèque publique et cela en conservant une politique de l'offre libérale. Sa clientèle démontra une sensibilité romanesque bien marquée s'adonnant à une lecture aux tendances nettement modernes. Les craintes de Mgr Bourget étaient bien fondées.

La contre-offensive ultramontaine fut cependant décisive. Déjà au début des

années 1850, l'Église avait favorisé la formation des bibliothèques de paroisse à l'échelle provinciale. Dans leur développement l'épiscopat ne laissa rien au hasard. Les journaux ultramontains étaient au service du projet et en faisaient la promotion. L'*Écho du cabinet de lecture*, journal relié à l'association littéraire sulpicienne, publiait même une chronique bibliographique recommandant livres et libraires aux moeurs sûres (Lajeunesse 1982, 172). Mgr Bourget, le chef spirituel du projet, ne laissait aucun doute sur le rôle de ces bibliothèques: «*Il est évident, écrivait-il en 1850, que pour éloigner le peuple des mauvaises lectures, il importe de lui procurer le moyen d'en faire de bonnes, car il faut un remède approprié pour chaque maladie*» (Drolet 1965, 146). Dix ans plus tard, cent bibliothèques paroissiales répandues à travers la province mettaient plus de 100 000 volumes à la disposition des fidèles (Drolet 1965, 142).

Dans la métropole, l'intervention des autorités cléricales favorisait également la création de plusieurs associations littéraires reliées aux grandes communautés religieuses. Celle des sulpiciens, issue de l'Œuvre des bons livres, était une des plus importantes. Le Cabinet de lecture paroissial, fondé en 1857, entourait la bibliothèque de multiples activités littéraires. L'association sulpicienne organisait une série de conférences publiques et mettait sur pied un cercle littéraire destiné aux jeunes bourgeois (Lajeunesse 1982). Un an après la fondation du Cabinet, soit en 1858, les Jésuites inauguraient l'Union Catholique de Montréal qui allait jouer sensiblement le même rôle jusqu'en 1915 (Lamonde 1979, 76). La multiplication des associations littéraires orthodoxes allait assurer le quasi-monopole de la lecture publique au clergé. L'encadrement des jeunes par les cercles littéraires allait permettre à l'Église d'exercer une influence déterminante auprès des élites jusqu'à la fin du siècle. En effet, alors que ces associations étaient en pleine expansion, la bibliothèque de l'Institut fermait en 1880. Cinq ans plus tard sa collection fut cédée au Fraser Institute qui la mettrait de nouveau à la disposition des lecteurs montréalais. Mais le Fraser Institute et sa bibliothèque, un véritable prototype de la bibliothèque publique à Montréal, desservaient surtout la bourgeoisie anglophone (Moodey 1977).

D'autres, «instituts canadiens», comme celui de Québec, ont survécu à la crise, mais non sans ajuster leur politique de l'offre. À l'encontre de sa cousine montréalaise, l'association québécoise créa une «commission de l'Index» qui dès les années 1860 procéda au retrait des livres interdits. Quant aux instituts formés ailleurs, leurs bibliothèques ne pouvaient pas faire concurrence à leurs rivales paroissiales. Selon certains observateurs contemporains, plusieurs instituts devinrent de simples salles de nouvelles (*news rooms*). Certaines de ces associations ont sans doute continué à jouer le rôle de «marchés aux idées», pour reprendre l'expression d'Yvan Lamonde, néanmoins leur mission de démocratisation du livre s'effaçait progressivement.

L'essoufflement du mouvement des bibliothèques d'associations littéraires n'est pas unique au Québec. Aux États-Unis par exemple, les *social libraries* commençaient à disparaître après la guerre de sécession. Déjà les Américains préparaient la création d'un réseau de bibliothèques publiques organisées et financées au niveau municipal. Le *Public Library Movement* faisait aussi des progrès au Canada anglais, notamment en Ontario. En 1882, la province autorisait les municipalités à fonder des bibliothèques gratuites, et elle leur accordait des subventions à l'appui. Le Québec n'échappa pas à cette vague, et la législature provinciale adoptait une loi sur les bibliothèques publiques en 1890. Mais celle-ci répondait surtout à la demande des élites anglophones. À la fin du siècle, Westmount inaugurait sa propre bibliothèque municipale, qui venait s'ajouter à celle de la

1. Les statistiques citées proviennent de notre analyse quantitative des *Registres des livres empruntés* conservés dans les archives de l'Institut canadien de Montréal. Les résultats de cette enquête sont présentés dans Harvey et Olsen, «La circulation de la bibliothèque de l'Institut canadien, 1865-1875» *Histoire sociale* 19(37): 139-160 et dans Louis-Georges Harvey, «Books and culture in French Canada: The Library of the Institut canadien de Montréal, 1852-1880» In L. McCrank, dir., *Bibliographical Foundations of French Historical Studies* (Binghamton N. Y.: Haworth Press, 1992), p. 153-174.

Fraser-Hickson et celle du Mechanic's Institute déjà au service de la population anglophone de la métropole (Lajeunesse 1983, 191-192).

Au même moment certains notables Montréalais faisaient campagne en faveur d'une bibliothèque publique adaptée aux besoins de la majorité, mais ces efforts ne porteront pas fruit avant le XX^e siècle. En effet, l'Église continuait de combattre toute menace à son monopole sur la diffusion de l'imprimé par les bibliothèques avec la même ardeur qui animait sa lutte contre la laïcisation de l'enseignement. Au tournant du siècle l'expérience de la lecture publique au Québec variait donc selon l'ethnie. «*La petite bibliothèque paroissiale chez les francophones, la bibliothèque publique moderne chez les anglophones*, écrit Marcel Lajeunesse, voilà un autre exemple des deux solitudes» (Lajeunesse 1983, 191).

L'échec de la bourgeoisie libérale dans son projet d'instruction mutuelle basé sur la liberté du choix ne correspond toutefois pas à un revers total au niveau de la démocratisation du livre. Montréal a eu sa première bibliothèque francophone, publique et laïque dès 1844 et celle-ci devint un succès auprès du public au cours des années 1870. Certains instituts canadiens ont répété l'expérience sur une échelle plus restreinte ailleurs au Québec. Or, la nature même du projet libéral entraîna la formation d'un réseau important de bibliothèques confessionnelles. La création des associations littéraires laïques provoqua la formation d'institutions semblables parrainées par les communautés religieuses. La lecture publique y était sans doute limitée aux livres jugés sains au plan moral, mais la diffusion du livre, sa démocratisation au sens de son rayonnement social, fut considérable.

Quant aux réseaux de communication, celui de l'imprimé était solidement établi au Québec bien avant 1900. La bourgeoisie avait reconnu l'importance des bibliothèques et de la lecture publique dans l'évolution culturelle d'un peuple. Après les premiers pas du début du XIX^e siècle, ce fut la course pour établir une infrastructure de la lecture publique, puis pour la contrôler.

Sources consultées

Darnton, Robert. 1989. What is the history of books? In K.E. Carpenter, dir., *Books and Society in History*. New York: Bowker, 1983, p. 3-26.

Dorion J.-B.E. 1986. L'Institut-canadien en 1852. In Louis-Georges Harvey et Mark Olsen, La circulation de la bibliothèque de l'Institut canadien de Montréal, 1865-1875, *Histoire sociale* 19(37): 139-160.

Drolet, Antonio. 1965. *Les bibliothèques canadiennes 1604-1960*. [Montréal]: Cercle du livre de France, p. 142-146.

Harvey, Louis-Georges. 1982. *Étude de la bibliothèque de l'Institut canadien de Montréal, 1856-1870*. Mémoire de maîtrise (Histoire), Université d'Ottawa, p. 40-50.

—. 1989. Writing the history of readers: *histoire du livre and the social history of ideas in America*. In D.R. Woolf, dir., *Intellectual History: New Perspectives*. Lewiston, N. Y.: E. Mellon Press, p. 155-178.

Lajeunesse, Marcel. 1983. La lecture publique au Québec au XX^e siècle: l'ambivalence des solutions. In Y. Lamonde, dir., *L'imprimé au Québec: aspects historiques (18^e-20^e siècle)*. Québec: IQRC, p. 191-192.

—. 1982. *Les Sulpiciens et la vie culturelle à Montréal au XIX^e siècle*. Montréal: Fides. 278 p.

Lamonde, Yvan. 1975. Les associations au Bas-Canada: de nouveaux marchés aux idées (1840-1867). *Histoire sociale* 8(16): 361-369.

—. 1979. *Les bibliothèques de collectivité à Montréal (17^e-19^e siècle)*. Montréal: Bibliothèque nationale du Québec, p. 76.

—. 1975. Liste alphabétique des noms de lieux où existèrent des associations littéraires au XIX^e siècle. *Recherches sociographiques* 16(2): 277-280.

—. 1991. *Territoires de la culture québécoise*. Ste-Foy: Presses de l'Université Laval, p. 49-70.

Moodey, Edgar C. 1977. *The Fraser-Hickson Library, an Informal History*. London: Bingley. VII, 224 p.

Roy, Jean-Louis. 1974. *Édouard-Raymond Fabre, libraire et patriote canadien (1799-1854)*. Montréal: HMH, p. 104-105.

Sylvain, Philippe. 1968. Libéralisme et ultramontanisme au Canada français: affrontement idéologique et doctrinal (1840-1865) In W.L. Morton, dir., *Le bouclier d'Achille*. Toronto: McClelland & Stuart, p. 111-138.

DOCUMENTATION



SANS FRONTIÈRES?

*Une invitation au 22^e congrès
de l'Asted*

du 25 au 28 octobre 1995

*au
Québec Hilton*

**Renseignements : Secrétariat de l'ASTED au (514) 281-5012
télécopieur : (514) 281-8219**